



HAL
open science

Processus migratoires et dynamiques sociales et politiques dans la région de Kayes au Mali : un nouveau regard pour de nouvelles tendances

Nehara Feldman, Stéphanie Lima, Sandrine Mesplé-Somps

► To cite this version:

Nehara Feldman, Stéphanie Lima, Sandrine Mesplé-Somps. Processus migratoires et dynamiques sociales et politiques dans la région de Kayes au Mali : un nouveau regard pour de nouvelles tendances. Dialogue, 2020, 58, pp.1-18. hal-03105638

HAL Id: hal-03105638

<https://hal.science/hal-03105638>

Submitted on 5 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Focus :

Processus migratoires, et
dynamiques sociales et
politiques dans la région
de Kayes au Mali : un
nouveau regard pour de
nouvelles tendances

© Stéphanie Lima, 2009

Focus :

Processus migratoires et dynamiques sociales et politiques dans la région de Kayes au Mali : un nouveau regard pour de nouvelles tendances

Ce focus présente les résultats d'une étude pluridisciplinaire financée par le ministère suédois des Affaires Etrangères dont l'objectif était de réinterroger les processus migratoires dans la région de Kayes. Réunissant pendant deux ans une dizaine de chercheur.e.s, doctorant.e.s et étudiant.e.s, trois questions ont animé cette recherche.

- Les effets des processus migratoires sur les rapports de pouvoir. Tout d'abord au sein des familles, en examinant comment se négocie la position sociale des membres des unités domestiques touchées par les migrations. Ensuite, au sein de la sphère politique malienne, en étudiant comment le phénomène migratoire entraîne aux échelles communale, régionale et nationale des (re)configurations politiques.

- Les ressorts actuels des aspirations à migrer des jeunes hommes et jeunes femmes de Kayes, en examinant notamment si les informations sur les conditions en migration sont un constitutif de ces aspirations.

- Le phénomène des retours en migration. Il s'est agi de comprendre l'ampleur de ce phénomène et d'identifier si de nouvelles dynamiques se dessinent notamment en ce qui concerne le retour des femmes et leurs insertions sociales et économiques au Mali.

Une équipe pluridisciplinaire

L'Institut français de recherche pour le développement (IRD) à travers DIAL a mené cette étude en coopération avec l'Université Toulouse 2, l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV) et l'Institut de recherche malien Point Sud.¹

¹ Point Sud est un centre de recherche sur le savoir local et un institut de recherche international et autonome pour la formation, la recherche et l'organisation des rencontres scientifiques internationales. Il est établi à Bamako depuis 1997. Il accueille des projets de recherche individuels et collectifs (cf. <http://pointsud.org/>).

Trois équipes de recherche ont été mises en place pour répondre aux questions soulevées et garantir la pluridisciplinarité. Une première équipe, coordonnée par Sandrine Mesplé-Somps et Björn Nilsson de DIAL, en charge de produire un regard statistiquement documenté sur l'ampleur du phénomène migratoire ainsi que sur les retours de migration, à Kayes et au Mali dans son ensemble. Ils ont aussi mené une expérimentation contrôlée randomisée pour évaluer les aspirations à migrer auprès d'un échantillon représentatif de 2000 hommes âgés de 18 à 35 ans et étudier l'impact de campagnes de sensibilisation sur les conditions en migration et les opportunités économiques locales.² Une deuxième équipe, centrée sur les nouvelles configurations migratoires, leur impact sur les dynamiques familiales et les rapports de genre a été coordonnée par Nehara Feldman, socio-anthropologue, membre du laboratoire CURAPP-ESS³, maîtresse de conférence à l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV), associée à Aïssatou Mbodj-Pouye, anthropologue au laboratoire CNRS IMAF⁴ à Paris et membre associée au Point Sud, Bamako. Cette équipe comportait quatre membres supplémentaires : Joanne Le Bars, géographe, post-doc financé par le projet, Nassima Guilal, étudiante en M2 en sciences sociales à l'UPJV, M'Baré Fofana, stagiaire à Point Sud financé par le projet et Mariam Sissoko, stagiaire à Point Sud financée par le projet. Une troisième équipe s'est focalisée sur l'impact des migrations de la région dans l'échiquier territorial et politique au niveau local et national. Elle a été coordonnée par Stéphanie Lima, géographe, membre du laboratoire LISST⁵ de l'Université Toulouse 2 et maîtresse de conférences à l'INUC⁶ d'Albi. Deux autres géographes ont participé à cette équipe. Hawa Coulibaly, post-doctorante et Soumaïla Berthé, doctorant, tous deux financé.e.s par le projet. La configuration des équipes, basées à la fois en France et au Mali, a permis de réaliser des enquêtes multisituées, à Paris, Bamako, dans la région de Kayes et auprès des ressortissant.e.s de cette région installé.e.s à Abidjan (Côte d'Ivoire).

² Cette expérimentation a aussi été financée par l'Agence Française de Développement.

³ CURAPP-ESS : Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales, UMR 7319 (cf. <https://www.u-picardie.fr/curapp/>)

⁴ IMAF : Institut des mondes africains est une unité mixte de recherche interdisciplinaire.

⁵ LISST : Laboratoire Interdisciplinaire Sociétés Solidarités Territoires, UMR 5193 du CNRS

⁶ Institut National Universitaire Champollion – campus d'Albi (www.univ-jfc.fr)

Voici les principaux résultats de cette recherche qui a donné lieu à la rédaction d'un rapport de plus de 200 pages (Feldman, Lima et Mesplé-Somps, 2020).

Une région où la migration reste fortement ancrée

Une diversification des pays de destination

Avec un taux d'émigration estimé à presque 5% de sa population, la région de Kayes est la première région d'où proviennent les Maliens qui partent vivre à l'étranger. Près d'un migrant de Kayes sur quatre vit en Europe, alors que ce pourcentage est seulement de 17% pour l'ensemble de la population malienne. Kayes compte également beaucoup moins d'émigrant.e.s vivant en Côte d'Ivoire (12%) qu'au niveau national (32%), mais aussi plus de migrants dans les pays africains autres que la Côte d'Ivoire (61% contre 50%). Cependant, on observe depuis 2011 une diversification des pays de destination (cf. Figure 1). Tout d'abord, les migrant.e.s de Kayes (comme ceux et celles du reste du Mali) semblent délaisser dorénavant les pays frontaliers tels que le Sénégal, le Burkina Faso et la Mauritanie au profit de pays plus éloignés géographiquement tels que le Gabon. Ensuite, le deuxième changement important est la forte diminution des flux d'émigrant.e.s vers la France : un tiers des migrant.e.s de Kayes sont allé.e.s en France en 2011 contre seulement 14% en 2016. Malgré l'augmentation des flux de migrant.e.s vers les autres pays européens tels que l'Espagne ou l'Italie, le % de migrant.e.s de la région de Kayes résidant dans des pays du Nord est passé de 40% en 2011 à seulement 25% en 2016.

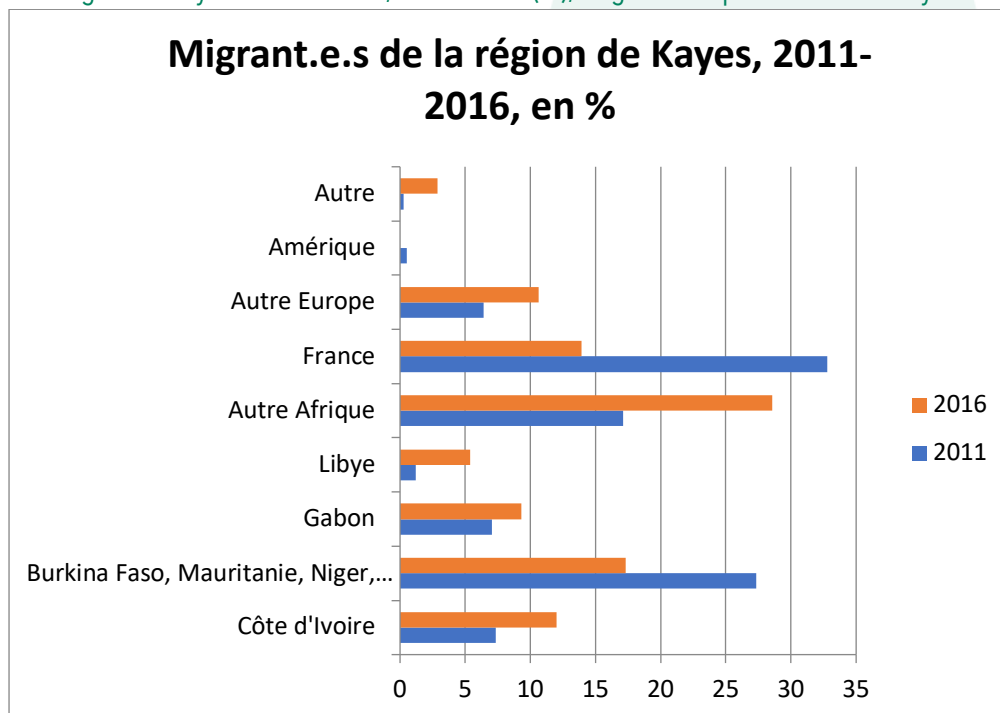
Une émigration à forte dominante masculine

90% des émigrés internationaux en provenance de Kayes sont des hommes, âgés de 25 ans lors du départ et à hauteur de 80% d'origine rurale. Par ailleurs, les différentes enquêtes ethnographiques de terrain entreprises dans le cadre du projet, aussi bien au Mali qu'en France, confirme le fait précédemment constaté par Feldman (2018). S'il y a des femmes originaires de la région de Kayes qui entreprennent la route vers l'Europe via la mer Méditerranée, il s'agit d'une exception.

Un soutien financier important mais pas envers les plus pauvres de la région

Les migrant.e.s de Kayes, qu'ils vivent dans les pays de l'OCDE ou ailleurs, ont une plus grande propension à envoyer des fonds à leur famille d'origine que les migrant.e.s originaires des autres régions du Mali. Cela s'explique probablement en partie par le niveau relativement élevé des salaires dans ces pays, mais aussi peut-être par une plus grande pression redistributive exercée par leurs familles et communautés envers ceux qui y sont installés. Les transferts de fonds en provenance de France ou d'autres pays européens restent les plus importants et constituent 55% du montant total reçu par les ménages. Les transferts permettent de subvenir aux besoins d'un grand nombre de personnes mais, ceux et celles qui en bénéficient ne sont pas les plus démunis.e.s. Comme cela a déjà été montré dans d'autres contextes, cela provient du fait que les migrants n'appartiennent pas aux ménages les plus pauvres du fait notamment du coût financier du départ en migration et du fait que la migration est entretenue par les réseaux pré-existants migratoires notamment familiaux.

Figure 1: Pays de destination, 2011-2016 (%), migrants en provenance de Kayes



Sources: EMOP2011, EMOP2016, calcul des auteur.e.s

Note : il s'agit de flux migratoires au cours des cinq années précédant l'enquête (2006-2011 et 2011-2016).

Les effets des processus migratoires sur les dynamiques sociales au sein des familles notamment sur les rapports de genre

Le départ en migration – une stratégie familiale

En règle générale le départ depuis la région de Kayes d'un membre de la famille en migration répond à une stratégie familiale. Ceci est valable aussi bien pour un départ d'un homme que d'un départ d'une femme. Il en ressort également que le départ à l'étranger s'effectue presque systématiquement au sein des familles ayant déjà des membres installés à l'extérieur du village qui sont en mesure de prendre en charge les dépenses liées au départ.

Si le départ d'un homme vise avant tout l'engagement de ce dernier dans un travail rémunérateur et l'envoi d'argent à la famille restée derrière, le départ des femmes est défini initialement comme une pratique visant à seconder un autre membre de la famille (une sœur, une tante, un mari, etc.). Notons néanmoins, qu'étant donné que les hommes partent eux aussi rejoindre d'autres membres de la famille installés sur leur lieu de destination, et que les femmes sont également sollicitées par les membres de leur famille à les aider financièrement, les différences dans les attentes de l'entourage selon le genre sont à nuancer, notamment l'écart entre représentations sociales et réalité.

On peut néanmoins confirmer que le projet de départ à l'étranger des hommes des unités domestiques villageoises touchées par la migration est quasiment systématique. Le désir d'un homme de partir rencontre le plus souvent le souhait des aînés. En effet, la perte de la main d'œuvre engendrée par le départ est le plus souvent compensée par l'argent envoyé, et grâce à lui, par le recours aux travailleurs saisonniers. Ce qui n'est pas le cas s'agissant d'un départ d'une épouse rejoindre son mari migrant (voir plus bas).

Pour les hommes, l'ordre des départs correspond le plus souvent à l'ordre de l'ainesse mais certains jeunes hommes contournent le système en ayant recours à la famille de leur mère. Les jeunes hommes ayant au sein de leur

famille des membres migrants qui se mobilisent pour leur départ sont pris en charge depuis le village jusqu'à leur destination en passant par Bamako.

La place importance des réseaux sociaux et plateformes des messageries instantanées dans les relations à l'échelle communautaire et familiale

L'enquête ethnographique a mis en évidence, l'intensification actuelle des contacts et des échanges, la circulation des photos notamment au sein des familles. D'après les enquêtes ethnographiques menées dans les différentes localités, quasiment tous les membres de familles qui possèdent un téléphone portable ont un compte dans un réseau social et / ou sur une plateforme de messageries instantanées. Des groupes d'échange d'information existent à plusieurs échelles, notamment à l'échelle d'un segment de lignage, à l'échelle d'un groupe d'âge et à l'échelle d'un village (comprenant également ses ressortissant.e.s). La démocratisation de ces outils de circulation d'information et leur caractère instantanée contribuent à consolider le collectif et son contrôle sur les individus, leurs choix et leurs actions.

Cette mise en réseau virtuel donne lieu également au renforcement d'un marché matrimonial qui favorise le maintien de l'endogamie. Il s'agit d'un nouvel espace dans lequel les migrant.e.s mettent en scène leur réussite sociale. On observe même la création de groupes d'échange spécifique permettant de mettre en contact des femmes restées au pays avec des migrants dans le but d'une contractualisation éventuelle d'un mariage.

La stratégie migratoire via le mariage touche aussi les hommes

Partir en migration pour rejoindre son mari est une pratique ancienne et bien connue dans la région de Kayes. Nous l'avons mentionné plus haut : le motif de seconder un autre membre de la famille est quasiment le seul à légitimer le départ d'une femme, notamment d'une épouse pour rejoindre son mari. Mais actuellement, dans la région de Kayes, on constate également chez les hommes, l'adoption du mariage comme une stratégie migratoire – des hommes de la région de Kayes se marient avec des descendantes des gens de la région ayant la nationalité française afin de pouvoir immigrer légalement en France.

L'immobilité géographique des femmes (comme son contraire) est inscrite dans des stratégies familiales

L'enquête ethnographique dans la région de Kayes a démontré que la volonté des épouses de rejoindre leur mari migrant sur son lieu d'installation rencontre souvent l'opposition de la famille du mari. Laisser les épouses et les enfants au village est une manière de signaler publiquement l'attachement du migrant au village et à sa famille restée derrière. C'est aussi une manière de garantir le maintien de son soutien financier. Enfin, notons qu'à la différence de la pénurie de main d'œuvre des hommes liée aux mouvements migratoires qui est compensée par le recours à la main d'œuvre saisonnière, le départ d'une épouse ne donne pas lieu au recours à des domestiques. De plus, l'apport d'une belle-fille aux épouses du chef ne se limite pas à l'exécution d'une liste de tâches, il représente d'autres enjeux, par conséquent plus compliqué à combler.

Les normes de genre valables au village continuent à jouer à des degrés variés un rôle sur le lieu d'installation

Malgré la disparité géographique entre les villages de la région de Kayes et les différents lieux d'installation de leurs ressortissant.e.s, les dynamiques au sein des unités domestiques des migrants continuent à être marquées par les logiques valables au village ce qui peut parfois donner lieu à des attitudes ambiguës et contradictoires. Ainsi, l'enquête à Abidjan suggère que les dynamiques familiales au sein des foyers des migrants de la région de Kayes notamment en termes de stratégies matrimoniales (l'endogamie, mariage précoce de jeunes filles), des stratégies éducatives (l'inscription des enfants dans des écoles coraniques) et par l'assignation des femmes à l'unité domestique prennent plutôt comme modèle le mode de vie au village.

S'émanciper via la migration – un processus réservé à certaines catégories sociales des femmes et toujours inachevé

L'enquête confirme la particularité des parcours migratoires des femmes d'origine urbaine de la région de Kayes et dotées d'un certain niveau d'études / formation qui n'a quasiment aucun point commun avec les parcours migratoires des femmes rurales de cette zone. Elle démontre aussi

que la rupture avec la communauté que permet ce positionnement social particulier les condamne en France, au moins dans un premier temps, à une très grande précarité. Et enfin, concernant leur position sociale au pays, l'acceptation de l'autonomie sociale et économique que ces migrantes ont réussi à construire à la suite de leur migration internationale dépend des formes de redistributions dans leur entourage des retombés de cette réussite.

Les effets des mouvements migratoires sur le développement local et dans l'échiquier politique et territorial au niveau local et national

Les migrants en provenance de Kayes ne soutiennent pas seulement leurs familles. Ils sont aussi fortement impliqués dans le développement social et économique de leur communauté. Cet engagement est particulièrement important de la part des migrants résidant dans les pays du Nord.

Un tissu associatif multi-niveaux : engagement local et critique implicite de l'État

Les migrants de Kayes résidant en France se sont organisés depuis quatre décennies environ en associations. Celles-ci pallient les carences de l'État dans plusieurs secteurs de la vie quotidienne au niveau local (santé, éducation, cf. Daum, 1998 ; Chauvet et al., 2015). Plus récemment, au niveau national, dans un contexte de crise aigüe de l'État, la diaspora malienne se positionne sur des questions relatives au rôle des émigrés maliens dans la stabilisation politique du pays. L'engagement local et la citoyenneté des migrants relèvent d'une relation construite au fil des années entre l'État malien et ses ressortissants, et ce dans une dynamique ambiguë entre affirmation d'un contre-pouvoir et institutionnalisation d'une force sociale et politique. Le rapport s'attache à reconstituer l'évolution de ces pratiques à différents niveaux (local, régional et national).

Fait unique au Mali, les associations de migrants de Kayes ont participé à la constitution des communes à la fin des années 1990. Elles ont été sollicitées par les autorités maliennes pour mettre en œuvre la réforme de

décentralisation du fait de leurs expériences dans le développement local comme dans le dialogue inter villageois. Cependant, soucieux de préserver la dynamique associative à l'œuvre dans les villages de Kayes, les immigrants établis en France ont cherché à articuler le périmètre des futurs territoires communaux avec celui des associations, mais sans y parvenir véritablement car d'autres logiques ont été à l'œuvre. Le découpage communal dans la région de Kayes dessine alors une carte inédite dans laquelle domine la fragmentation territoriale. Face à cet éclatement territorial au niveau local, les associations de développement ont elles-mêmes été menacées de déstructuration. Et à la veille des premières élections communales en 1999, leur devenir est placé sous le sceau de l'incertitude.

Les associations de migrants face au tournant politique de 1999 : une légitimité et une citoyenneté malmenées

Reconnus comme de véritables acteurs du développement, aussi bien par l'Etat malien que par leurs partenaires en Europe, ils ont acquis une légitimité sociale et politique qui n'est pas démentie jusqu'à présent. Cependant, dès la fin des années 1990, le jeu politique s'est considérablement brouillé entre les élus, les migrants et l'Etat. Dans les cercles de la région de Kayes où la dynamique migratoire est la plus active (Kayes, Yélimané, Nioro, Diéma), beaucoup de maires et de conseillers municipaux sont d'anciens émigrés responsables associatifs.

De fait, entre 2000 et 2012, les émigrés de la région de Kayes en France acceptent de créer ce niveau associatif supplémentaire, car il en va de leur légitimité et du devenir de leur localité d'origine dans les territoires communaux. Ils se conforment finalement à la nouvelle donne territoriale et politique d'une décentralisation qu'ils appelaient aussi de leurs vœux. Pour les migrants, désormais connectés quel que soit leur pays d'installation en Europe et en Afrique, il s'agit aussi de maintenir un équilibre, de rester au plus près des besoins des populations tout en exerçant une forme de contrôle dans le processus décisionnel. Ce dialogue, même s'il est parfois hésitant, entre migrants et élus ne se limite pas au niveau local, il va se structurer peu à peu aux autres niveaux de collectivité où les instances élues sont aussi à la recherche d'interlocuteurs au sein de la diaspora.

En 2009, la création de la CADERKAF⁷, structure fédérative régionale, marque une étape supplémentaire dans l'institutionnalisation des associations des émigrés de Kayes. Cependant, derrière ce tableau cohérent et équilibré apparaissent des lignes de tensions. Ce tissu associatif est plus fragile qu'il n'y paraît et de nouvelles formes d'associations ont été identifiées (par exemple dans le cercle de Yélimané) qui se posent en contre-pouvoir face aux élus communaux dont certains sont des anciens migrants.

Les aspirations à migrer

Pour analyser les dynamiques autour du départ des jeunes hommes, nous avons privilégié dans l'enquête ethnographique l'expression utilisée par nos interlocuteurs et interlocutrices de « killimuuraana » à la notion de « candidat au départ », fréquemment employée dans les institutions en charge de la gestion des flux migratoires. L'expression « killimuuraana » est couramment utilisée pour désigner les jeunes envisageant de partir et particulièrement ceux qui viennent des villages jusqu'à Bamako pour préparer leur départ.

En effet, la catégorie « candidat au départ » ou « migrant potentiel » (*would-be migrant* en anglais) ne reflète pas la complexité des profils rencontrés. D'une part, un élève ou étudiant peut se retrouver sur les routes migratoires. D'autre part, celui qui vient à Bamako avec l'idée de partir, peut s'insérer autrement dans une activité et renoncer à son projet initial.

L'émigration des hommes continue à être valorisée dans les discours des aînés

Les hommes âgés rencontrés dans la région de Kayes justifient la nécessité du départ en migration par les aléas climatiques et leurs effets délétères sur les récoltes. C'est un discours répandu dans d'autres pays du Sahel. Parallèlement, les anciens font souvent des éloges concernant les apports des migrants. Certains parmi eux véhiculent leur vision sur les migrations via des réseaux sociaux et dans des groupes de discussion réunissant des migrants et des non-migrants. Par ailleurs, il arrive souvent qu'ils contribuent à financer les départs de leurs cadets.

⁷ CADERKAF : Coordination des Associations de Développement des Cercles de la Région de Kayes en France.

Des aspirations individuelles à migrer importantes tant à l'étranger qu'en interne

L'enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de jeunes hommes (18-35 ans) vivant dans le milieu rural de Kita (cercle au Sud de Kayes) confirme l'importance des migrations dans les projets de vie de la jeunesse masculine rurale de la zone étudiée. 60% des 2000 individus interrogés déclarent souhaiter quitter leur localité de résidence. Ils disent quasiment tous vouloir partir pour améliorer leurs conditions de vie, rares étant ceux qui expriment vouloir partir pour s'éloigner de leur famille ou être plus libre (19 sur les 1200 individus désireux de partir). Ils y fondent de grands espoirs d'amélioration de leurs conditions d'existence, qu'ils estiment passables voire difficiles pour les trois quarts d'entre eux. La migration est alors perçue comme une possibilité importante d'échapper à leurs conditions actuelles. Cependant, ce n'est pas seulement la migration internationale qui est considérée, mais aussi la migration en interne vers des zones d'activités telles que les mines de Kenieba. Ces dernières constituent une source de revenu importante en complément des revenus agricoles. Les jeunes gens s'y rendent soit entre deux saisons agricoles, soit pour des séjours inférieurs à 5 ans. 28% de l'échantillon total (soit 47% des personnes souhaitant migrer) déclarent vouloir migrer à l'intérieur du Mali, - essentiellement à Kenieba ou bien à Bamako. Pour ceux qui déclarent envisager un départ à l'étranger, ils sont plus nombreux à exprimer un désir de quitter le continent africain qu'un souhait d'y rester. Seulement 9% déclarent souhaiter partir dans un autre pays d'Afrique Sub-saharienne (prioritairement le Gabon et la Côte d'Ivoire), 4,5% en Afrique du Nord (Algérie et Lybie), tandis que 18,5% hors d'Afrique. Parmi ces derniers, la France, puis l'Espagne et l'Italie sont les destinations qu'ils déclarent souhaiter le plus atteindre. Fait intéressant, la grande majorité des personnes interrogées (plus de 60%) affirment que leur projet migratoire est un projet personnel et qu'ils ne souhaitent pas le partager avec les autres membres de leurs familles. Cela dénote le souhait de s'émanciper de la pression des anciens à devoir soutenir la famille une fois en migration. Les revenus, certes gagnés durement dans les mines d'or permettraient aux jeunes de financer leur projet et donc d'être moins

redevables envers les membres de leurs familles qui auraient dû financer leur projet sans cette opportunité.

La conscience des risques de départs clandestins vers l'Europe ne compromet pas réellement le projet migratoire

L'enquête ethnographique a démontré que le durcissement des politiques migratoires en Europe ne dissuade pas les « killimuuraana » de la région de Kayes de partir. Pour ceux qui s'orientent vers l'Europe, il a comme effet l'orientation de l'itinéraire migratoire vers le passage de la Méditerranée avec tous les dangers que ceci représente. De même, l'accès relativement rapide à un séjour légal en Europe réservé uniquement à ceux reconnus comme mineurs étrangers isolés en opposition au sort que connaissent les autres migrants entrant via des voies clandestines pousse les familles à envoyer leurs garçons à un âge de plus en plus jeune.

L'enquête ethnographique auprès des jeunes d'un village près de la frontière avec la Mauritanie montre que les jeunes hommes qui envisagent de partir en Europe via la mer sont bien au courant des dangers et il semblerait que cela ne compromet pas pour autant leur projet. Les jeunes hommes, se préparant au départ comme les jeunes hommes, ayant déjà traversé la Méditerranée et arrivés en France, portent le même discours ; entreprendre la route malgré le risque est lié au sentiment que de toute façon ils n'ont rien à perdre, qu'ils ne voient pas d'autre voie pour réussir leur vie et qu'ils soumettent leur destin à Dieu. L'enquête statistique réalisée à Kita confirme cet état de fait. Le visionnage du documentaire montrant l'échec de la tentative de migrer d'un de leurs congénères et des conséquences néfastes qu'il doit en subir n'affecte aucunement les aspirations à migrer des hommes interrogés. L'enquête statistique révèle aussi que le revenu qu'ils espèrent obtenir en France est très élevé. Il est deux fois supérieur à celui réellement gagné par les Maliens qui travaillent en France et est quasiment 30 fois supérieur à celui qu'ils pensent gagner dans la ville de Kita. Quelques soient les risques, leur souhait à migrer reste donc intangible.

L'articulation pour les hommes entre projet migratoire et vie conjugale – des nouvelles tendances ?

Le mariage et la migration constituent deux étapes importantes dans l'accès au statut d'homme adulte des jeunes hommes de la région de Kayes aujourd'hui encore. Par ailleurs, ces deux projets combinent, tous les deux, initiative personnelle et choix familiaux. Ils font l'un et l'autre l'objet d'attentes sociales fortes et demandent l'un et l'autre des moyens financiers conséquents.

Par rapport aux décennies précédentes, on observe d'une manière générale un départ en migration plus tardif dans la trajectoire de vie des hommes en raison des difficultés à migrer par voie légale et de l'importance des sommes à réunir. Ce phénomène associé à l'anticipation du fait qu'un migrant en Europe peut se retrouver des années sans pouvoir revenir rendent impossible le schéma plus ancien qui était celui d'un départ en migration avant le mariage, et d'un premier retour au village permettant le mariage (schéma décrit notamment par Samuel, 1978 pour le début des années 1970). Les jeunes et les familles sont donc soumis à des injonctions contradictoires, ce qui explique que des discours divergents ont été recueillis : des interlocuteurs qui restent attachés à l'idée d'une priorité donnée au départ en migration avant le mariage, et d'autres qui insistent au contraire sur la nécessité de se marier avant de migrer, une fois l'âge estimé 'normal' du mariage atteint. Les uns et les autres soulignent les difficultés liées à ces deux configurations.

Le retour au pays

Le processus migratoire fait d'autant plus partie intégrante des projets familiaux et individuels d'une partie des habitant.e.s de Kayes, que la migration est rarement envisagée comme un départ définitif. Nombreux / nombreuses sont ceux et celles qui retournent au pays. Ces retours sont fréquents et opèrent des reconfigurations économiques et sociales à l'échelle des familles mais aussi au niveau des arènes politiques locales et nationales.

Moins de retour de la part des migrant.e.s vivant dans les pays de l'OCDE

Nombreux sont les émigré.e.s de la région de Kayes qui reviennent vivre au Mali. Ces migrant.e.s dit.e.s de retour représentent environ 5% de la population vivant à Kayes (contre moins de 4% dans l'ensemble du Mali). Les Malien.ne.s qui sont parti.e.s en Europe sont ceux et celles qui reviennent le moins. Seul.e.s 11% des migrant.e.s de retour à Kayes proviennent de France ou d'autres pays européens, alors qu'ils représentent 25% des migrant.e.s à l'international. Cet état de fait provient de multiples facteurs, dont les contraintes de mobilité entre l'Afrique et l'Europe et la libre circulation des personnes au sein de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les migrants de retour, un soutien économique familial important

Les enquêtes quantitatives font apparaître qu'en moyenne, les personnes restent environ 6 ans à l'étranger avant de rentrer au Mali et rentrent autour de 32 ans. Les Kayesiens qui ont migré en Afrique reviennent avec femmes et enfants. Cela est moins le cas pour les hommes qui ont séjourné dans les pays du Nord car le plus souvent leurs familles sont restées à Kayes. En grande majorité, ils retournent à des activités agricoles et travaillent à leur propre compte. Ils gagnent sensiblement plus que les non-migrants. Ils accueillent alors des personnes dont ils subviennent à leurs besoins et ils sont en proportion plus polygames que les autres ménages. En conséquence, leurs ménages sont beaucoup plus grands que ceux des non-migrants mais leurs niveaux de consommation par tête diffèrent peu de celui des ménages avec migrants, exception faite des ménages avec des hommes qui ont vécu dans les pays de l'OCDE dont le niveau de vie est supérieur de 18% à ceux sans migrants ou avec migrants de retour d'Afrique.

À propos du retour des femmes

Les enquêtes statistiques montrent que, parmi les migrant.e.s qui sont revenus vivre dans la région de Kayes, 10% sont des femmes, soit le même pourcentage que pour les migrants. Le retour des femmes en migration n'est donc pas plus intense que celui des hommes. L'enquête ethnographique

auprès des femmes qui ont immigré au sein du continent africain et ensuite retournées au Mali et vivent à Bamako démontre que la décision du retour comme celle initialement du départ est prise par le mari et sa famille. Ouvertement, les femmes n'ont pas leur mot à dire. Pour les femmes rencontrées à Bamako, le voyage du retour s'est effectué sous prétexte de la prise en charge de la santé d'un autre membre de la famille – un séjour qui constitue à l'insu des femmes un retour définitif. Les femmes interviewées ont toutes exprimé leur préférence de vivre à Bamako que retourner au village. Elles ont toutes entrepris des activités économiques en continuité avec leurs activités sur le lieu d'installation.

La diaspora mobilisée : quel rôle dans l'arène politique malienne ?

Les migrants de Kayes mobilisés politiquement circulent entre leurs pays d'installation et le Mali. Toujours en migration ou définitivement de retour au Mali, ils négocient en permanence leurs positions dans l'échiquier local et national politique malien.

Bamako, lieu stratégique de négociation entre les migrants de Kayes et l'État

Face aux réseaux associatifs multi-localisés entre les villages de départ et les pays d'installation, l'étude a aussi permis de travailler sur les réseaux qui se structurent aussi entre Kayes et Bamako, étant donné l'ampleur des migrations internes. Il apparaît que la capitale du Mali tient une place particulière, à la faveur de la décentralisation, puisqu'elle se présente désormais comme lieu stratégique pour accéder à l'État, à ses ressources financières et à ses réseaux politiques. Les antennes bamakoises des associations de migrants participent d'une nouvelle centralité. Bamako est donc le lieu où les limites de la mobilisation des Maliens de l'Extérieur se cristallisent, et ce dans un contexte post-crise, révélant une tension accrue entre l'État et la diaspora malienne.

Le piège d'une reconnaissance politique locale et nationale ?

Malgré la reconnaissance politique au niveau national des émigrés maliens avec la création du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME) dès 1992 et du Ministère des Maliens de l'Extérieur en 2004, nombreuses sont les voix qui s'élèvent au sein de la diaspora pour remettre en cause l'Etat et son incapacité à créer les conditions d'une relation de confiance entre lui et ses expatriés. Au regard des entretiens réalisés à Paris, à Kayes et à Bamako, il résulte que les émigrés maliens se sentent en quelque sorte piégés, dans une citoyenneté « découpée » entre le niveau local et le niveau national. Car au-delà de cette appellation « Maliens de l'Extérieur » qui, de fait reconnaît la citoyenneté des émigrés quel que soit leur pays d'installation, il ressort que deux tendances se font jour entre une citoyenneté « translocale » axée sur le développement de la localité d'origine d'une part, et une citoyenneté « diasporique », axée sur l'engagement politique et l'interpellation critique de l'Etat malien et de ses institutions. Aujourd'hui le débat porte sur la représentation de la diaspora à l'Assemblée nationale. C'est une vieille promesse qui n'a toujours pas été réalisée. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle association a été créée en 2015, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, en rupture avec le HCME. En effet, depuis le coup d'Etat de 2012 et l'effondrement du pouvoir central, les migrants et leurs associations sont de plus en plus critiques vis-à-vis de l'Etat et de sa capacité à intervenir à la fois dans le champ du développement local et dans celui de l'accompagnement de ses ressortissants à l'étranger.

Les migrants, quels acteurs politiques ?

Dans ce paysage politique en effervescence où la légitimité de l'Etat est mise à mal, la question de savoir si les migrants sont vecteurs de normes politiques favorisant la démocratisation reste ouverte. Avec la décentralisation un double mouvement s'est fait jour pour les Maliens de la diaspora, partagés entre accaparement politique et renouvellement de la critique, et ce dans un jeu d'échelles mouvant.

Depuis 1999, les premiers élus communaux, migrants ou non-migrants, sont encore pour beaucoup à la tête de leur mairie dans la région de Kayes. Certains élus et anciens migrants, tout en restant dans le milieu associatif ont acquis une notabilité à travers les différents niveaux de collectivités, élus

aux conseils de cercle, au conseil régional, ou encore au Haut Conseil des Collectivités Territoriales. Cette double affiliation, politique et associative, peut être interprétée soit comme un gage d'articulation entre les deux sphères, soit comme une récupération partisane. A tel point que la confusion peut l'emporter et décrédibiliser le mouvement associatif. Malgré la restructuration des associations issues de l'émigration, la dimension « opposition politique » semble avoir été délaissée, car les « anciens » ont intégré le système politique. Ils sont aussi devenus des interlocuteurs pour les coopérations européennes et les agences de développement, dont certaines ont obtenu d'importants fonds de la part de l'UE dans le cadre du Fond Fiduciaire d'Urgence⁸, avec pour objectif de « lutter contre les causes profondes de la migration ». Dans ce contexte, il apparaît que le débat sur la défense des droits des migrants est faussé et les voix qui, dans la région de Kayes, dénoncent cet amalgame entre développement local et limitation de la mobilité se font de plus en plus rares. Face à un Etat fragile et avec une décentralisation au point mort, les collectivités territoriales de la région de Kayes parviennent difficilement à proposer des alternatives à une jeunesse en mal d'emploi, pour laquelle la migration reste en définitive un projet de vie accessible à court terme. En définitive, les membres de la diaspora malienne vivant aussi bien en Afrique qu'en Europe, font montre d'une citoyenneté extraordinaire et restent dans l'attente d'un nouvel horizon politique.

Nehara Feldman, Stéphanie Lima, Sandrine Mesplé-Somps

⁸ FFU : Fonds fiduciaire d'urgence pour « la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. » Pour le Mali le montant est de 196,6 millions d'euros : https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/trust-fund-financials_en

Références bibliographiques

Chauvet L., Gubert F., Mercier M., Mesplé-Somps S., 2015, "Migrants' Home Town Associations and Local Development in Mali", *The Scandinavian Journal of Economics*, April, vol.117 n°2, p. 686-722.

Daum C., 1998, *Les associations maliennes en France, Migration, Développement et Citoyenneté*, Karthala Paris.

Feldman N., 2018, *Migrantes. Du bassin du fleuve Sénégal aux rives de la Seine*, Paris, Édition La Dispute, 224 p.

Feldman N., S. Lima, S. Mesplé-Somps (2020) *Migration processes and social and political dynamics in Kayes Region, Mali: New insights into new trends*, mimeo Mars 2020, 227 p.

Samuel M., 1978, *Le prolétariat africain noir en France*, Paris : Maspéro